SOUVERAINETE MONETAIRE

YVES THIEBAUT

La monnaie sert d'unité de compte, elle permet d'accumuler des richesses et de les transmettre, elle est le moteur de l'économie. La monnaie n'est pas neutre contrairement à ce qu'affirment les économistes néolibéraux.
L'autorité politique donne la valeur de la monnaie, elle garantit l'adhésion à cette valeur.

Aujourd'hui la BCE (Banque Centrale Européenne) est une Banque Centrale sans Etat souverain attenant. Le système de l'UE a anéanti le pouvoir d'agir sur la monnaie, violant nos droits démocratiques. La Banque de France ne peut plus faire d'avances à l'Etat. Au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, la reconstruction du pays s'était pourtant faite par l'acceptation d'une forte inflation.

La politique monétaire consiste à garantir la liquidité (la capacité d'une banque à payer une autre banque, en échanges de garanties la monnaie est créée par la Banque de France). Les banques se prêtent entre elles. La BCE supervise les banques centrales nationales, toutes les banques sont reliés à ce système appelé TARGET 2.

La BCE décide des volumes de liquidités accordés et fixe un taux directeur (taux minimum d'emprunt à la BCE), si on veut ralentir l'économie on augmente le taux directeur et réciproquement ce taux est diminué si on veut relancer l'activité.
Le problème c'est que la BCE a pour seul objectif la stabilité des prix. L'euro est une absurdité économique : comment une seule politique monétaire peut-elle convenir à 19 pays aux niveaux de développements différents ? Tous les pays de la zone euro doivent s'aligner sur l'économie de l'Allemagne.

La BCE a baissé ses taux directeurs suite au blocage des prêts interbancaires issus de la crise de 2009. L'injection énorme de liquidités par rachat de titres d'Etat (représentant 2 600 Milliard d'euros) a permis de sauver les banques. Aujourd'hui, il y a 1 300 Milliard d'euros sur les compte-courants des banques centrales. La BCE a imposé une taxe sur ces comptes. Mais les entreprises ne veulent pas investir dans l'économie réelle, il préfèrent spéculer en bourse, car cela est plus rentable.

L'absence de souveraineté monétaire se traduit aussi par l'interdiction pour un Etat d'emprunter à la BCE.

Retrouver une souveraineté budgétaire impliquerait de renouer avec une politique keynésienne d'investissement public, de renforcer le secteur public bancaire et d'investir, de la part des pays en excédent commercial, dans les pays en déficit.